

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	<b>Version du 21/04/2022</b>
Article du PSN	78.01
Fiche PSN n°	Accès à la formation, au conseil ; actions de diffusion et échanges de connaissances et d'informations
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc)	Appel à projet pluriannuel de 2 ans (dépôt en 2023, 2025 et 2027)  Paiement dissocié
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	
Liste des investissements/actions éligibles	<p><b>Sont éligibles, les sessions de formations et d'acquisition de connaissance qui permettent aux publics cibles de faire évoluer leurs pratiques dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois sur les thématiques suivantes :</b></p> <p>1- accompagner les structures à la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, aux transitions écologiques, énergétiques et sociétales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser une approche globale de l'exploitation agricole pour identifier tous les leviers d'actions possibles et anticiper les impacts des aléas climatiques</li> <li>- Pouvoir communiquer positivement, argumenter et expliquer ses pratiques agricoles en adaptant son message au média support et/ou au public</li> <li>- Former des propriétaires et/ou gestionnaires sur le rôle multifonctionnel des forêts et la nécessité d'un développement partenarial</li> </ul>

- Former des communes propriétaires de forêt (élus et animateurs de territoires) à l'importance des décisions de gestion qui favorisent l'impact sur le changement climatique (les effets de stockage et séquestration carbone), à la commercialisation des bois et au développement économique ainsi que sur les outils existants pour la gestion du foncier (le développement de bourses foncières pour lutter contre le morcellement de la propriété forestière) => volet politique territoriale de gestion forestière

2- créer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles et accompagner les pratiques de transition alimentaire

- Développer la valeur ajoutée par une production adaptée au marché,
- S'engager dans une démarche de progrès et/ou de certification,
- Optimiser ou développer de nouveaux circuits de commercialisation,
- Développer seul ou à plusieurs et/ou avec des partenaires territoriaux de nouvelles activités ou productions,
- Conforter les organisations collectives de producteurs,

3- mettre en place des itinéraires techniques favorisant la préservation des ressources, des sols, diminuant l'empreinte carbone (ex : réduction des intrants en agriculture, gestion de la ressource en eaux, mise en place d'équipements type cloisonnement sylvicole...)

- Mettre en place des itinéraires techniques novateurs et des pratiques de production multiperformantes (AB, biodynamie, agriculture de conservation, stratégies alternatives de lutte contre les ravageurs, agriculture de précision, utilisant les nouvelles technologies, TCS et semis directs, agroforesterie...)
- Mettre en œuvre des systèmes de production économes, respectant les écosystèmes, basés sur l'optimisation des processus biologiques
- Mettre en place des pratiques agricoles préservant les facteurs naturels de production que sont le sol, les plantes et l'eau et basées sur des connaissances en agronomie
- Former des propriétaires forestiers aux enjeux liés à l'eau, les sols, la biodiversité et au rôle de la forêt,

4- renforcer les pratiques en conduite des élevages permettant une maîtrise des risques sanitaires et le bien-être animal (plan de biosécurité au sein des élevages...)

- Conduire des élevages avec de bonnes pratiques environnementales, plus d'autonomie alimentaire en prenant en compte le bien-être et la santé animale en privilégiant les techniques alternatives de soin aux animaux
- Prévenir les pathologies et s'assurer du bien-être de l'animal
- Soigner les animaux par des médecines alternatives (homéopathie, ostéopathie, phytothérapie, médecine manuelle...)
- Produire du fourrage de qualité et/ou agir sur la ration alimentaire pour une meilleure santé du troupeau

5- accompagner les structures dans le pilotage, la stratégie d'entreprise qui influe sur l'impact économique des structures et d'améliorer la gestion de l'entreprise

- Former les porteurs de projets dans le montage des dossiers pour optimiser la mobilisation des financements disponibles (support administratif notamment) et/ou accompagner les entreprises dans leurs projets d'investissements à travers les divers outils financiers existants.
- Former les acteurs pour qu'ils puissent répondre aux marchés publics en vue de développer des circuits courts (agriculteurs et entreprises forestières) et/ou rédiger son marché pour des communes maître d'ouvrage d'opérations.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer une stratégie pour l'exploitation et maîtriser les outils et mécanismes de gestion afin d'assurer la rentabilité de l'exploitation, sa pérennité et un revenu aux exploitants</li> <li>- Développer de la valeur ajoutée par la recherche de gains de productivité, la mise en place de nouveaux ateliers ou des actions de diversification</li> </ul> <p>6- accompagner les cédants agricoles dans la transmission de leur exploitation ou de leur entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anticiper et être proactif dans la transmission de son exploitation afin de réussir sa succession</li> </ul> <p>Il est recommandé que la méthode pédagogique privilégie l'apport d'expériences concrètes (type formation-action) et le travail en groupes dans une démarche pédagogique inductive. Le formateur recherchera la prise en compte des besoins des stagiaires dans leur contexte professionnel. Pour cela l'organisme s'assure, au moment de l'inscription de l'adéquation entre la demande et le niveau du stagiaire par rapport aux contenus et objectifs de la formation.</p> <p><b>Les dépenses éligibles sont :</b></p> <p>Lorsque le bénéficiaire est un organisme collecteurs agréés par l'Etat pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCO/FAF), les dépenses éligibles sont l'achat de formations à des organismes de formation.</p> <p>Lorsque le bénéficiaire est un organisme de formation, les dépenses éligibles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les frais de personnel affectés réellement à l'action de formation : salaires et charges liées (patronales et salariales) et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de ces personnels</li> <li>• les frais de prestations extérieures</li> <li>• les coûts indirects calculés sur la base de l'application d'un taux forfaitaire de 15 % des frais de personnel</li> <li>• les frais liés aux supports de communication et de documentation relatifs à la formation</li> <li>• les frais de location de locaux et de matériels spécifiques utiles à la formation</li> </ul>
Inéligibilités	<p><b>Sont inéligibles, les sessions de formation ou d'acquisition de connaissances suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le conseil individuel et les formations de conseillers agricoles chargés de conseil individuel (voir si référence réglementaire)</li> <li>- Les cours de formation ou d'enseignement qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveaux secondaires ou supérieurs d'enseignement agricole et forestier</li> <li>- Les formations qualifiantes : reconnaissance d'un diplôme, d'une certification inscrite au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP), ou d'un Certificat de qualification professionnelle, (CQP)</li> </ul> <p><b>Sont inéligibles, les dépenses suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dépenses non liées à la réalisation de l'action de formation</li> <li>• les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des publics formés, ainsi que les frais de leur remplacement</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>les dépenses liées à l'ingénierie de formation des OPCO/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation).</li> </ul>
Conditions d'admissibilité	<p>L'organisme de formation doit être certifié QUALIOPI.</p> <p>La durée minimale d'une session de formation est de 6h pouvant être effectuée selon différentes modalités de temps et de lieu. La durée maximale d'une session de formation est de 240h.</p> <p>La formation e-learning est éligible selon la réglementation en vigueur (Décret 2018-1341 du 28 décembre 2018).</p> <p>Les sessions de formation doivent être gratuites pour les stagiaires.</p> <p>Les sessions de formation se réalisent sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté et le public cible éligible est résident de Bourgogne-Franche-Comté.</p> <p>Les sessions de formations et d'acquisition de connaissance sont planifiées au sein de programme de formation pluriannuel établi pour des sessions réalisées au cours des deux années civiles suivantes.</p> <p><u>Critères d'éligibilité du bénéficiaire</u></p> <p>Les bénéficiaires publics ou privés dont la majorité des ressources proviennent de fonds publics doivent respecter la réglementation relative aux marchés publics. La TVA est éligible si elle a réellement et définitivement été supportée par le bénéficiaire. Le bénéficiaire devra produire au service instructeur une attestation de non-récupération de la taxe ou toute autre pièce justificative permettant le contrôle administratif de cette non-récupération de la taxe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour ce qui concerne les OPCO/FAF :</li> </ul> <p>L'agrément par l'Etat d'un OPCO/FAF est obligatoire.</p> <p>Les OPCO/FAF doivent mettre en évidence la qualification appropriée des personnes en charge de la conception, du suivi et de l'évaluation du/des programme/s de formation proposés. Les personnes doivent justifier au minimum, d'un niveau III de formation ou de trois ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'ingénierie de formation.</p> <p>En outre, l'OPCO/FAF apporte la preuve que ces personnes maintiennent et développent leurs compétences et connaissances à travers le plan de formation interne des personnels et/ou via la liste des formations continues suivies dans les trois dernières années (formation technique, stage d'observation/d'immersion, participation à des séminaires/colloques ou ateliers de travail, travaux de recherche, formation à distance, etc. peuvent être considérés comme relevant de la formation continue). Les attestations correspondantes pourront être demandées.</p> <p>Par ailleurs, l'OPCO/FAF sera chargé de la sélection des organismes de formation mobilisés pour mettre en œuvre les actions de formations prévues au programme de formation. L'ordonnance n°2005-649, la loi n° 2009/1437 et la loi n° 2014-288 imposent aux OPCO/FAF le recours aux procédures d'appels d'offres pour la sélection des organismes de formation. En particulier, comme tous les acheteurs publics, les OPCO/FAF doivent s'assurer de la capacité des organismes de formation à dispenser une formation de qualité.</p> <p>En outre, lorsqu'ils sélectionnent des organismes de formation intervenant sur des programmes de formation retenus par l'autorité de gestion, les OPCO/FAF doivent inscrire dans les appels d'offres qu'ils organisent, l'ensemble des critères de sélection et les conditions d'éligibilité définis dans cette présente mesure à l'encontre des organismes de formation. Les attestations correspondantes pourront être demandées.</p>

	<p>Le bénéficiaire (OF) devra enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires dont la résidence administrative, ainsi que la présence avec l'émargement par demi-journée de stage et /ou certificat de réalisation (dans le cadre de formation en e-learning par exemple). Pour les OPCO/FAF, le certificat de réalisation permet la contrôlabilité (les fiches émargement étant conservées par les OF).</p> <p>Le bénéficiaire devra fournir un programme justifiant de la pertinence des outils de transmission de compétences proposés au regard des résultats attendus et du public ciblé.</p>
Lignes de partage PSN	/
Lignes de partage FESI	<p><u>Ligne de partage avec le FSE :</u></p> <p>La ligne de partage entre les aides allouées au FSE et au FEADER s'articule en fonction du public cible : les demandeurs d'emploi et les apprentis des secteurs agricoles, sylvicoles et alimentaires peuvent bénéficier d'actions de formation cofinancées par le FSE et ne sont alors pas éligibles aux actions de formation cofinancées par le FEADER</p>
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	<p>Les bénéficiaires éligibles sont les prestataires de formation (organismes de formation et/ou organismes collecteurs, paritaires ou non paritaires) agréés par l'État pour la gestion des fonds d'assurance formation (dénommé OPCO/FAF par la suite).</p> <p>Le public cible est constitué de professionnels des secteurs agricole et de la filière forêt-bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les exploitants agricoles, conjoints d'exploitants travaillant sur l'exploitation et aides familiaux</li> <li>• les salariés agricoles et forestiers</li> <li>• les sylviculteurs</li> <li>• les entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers</li> <li>• les chefs d'entreprise, les salariés des coopératives agricoles (hors domaine agro-alimentaire) et forestières répondant à la définition communautaire des petites et moyennes entreprises (PME). Les PME doivent être situées en zone rurale.</li> <li>• les propriétaires et gestionnaires des forêts, notamment les experts forestiers, les représentants et les ayants droits des propriétaires forestiers dès lors qu'ils contribuent à la gestion forestière</li> <li>• les élus de communes forestières, membres des commissions communales en charge des forêts, agents des communes et des communautés de communes ayant en charge la gestion des forêts,</li> </ul>
<b>Nature et montant de l'aide</b>	
<b>A. Nature de l'aide</b>	

Subvention / IF	Subvention.
<b>B. Taux d'aide</b>	
Taux de base	Le taux d'aide publique (avec un taux de cofinancement du FEADER de 60 %) est de : - 100 % dans le cas général
Majoration(s)	/
<b>C. Calcul du montant de la subvention</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	/
Plafonds (en dépenses éligibles)	Le montant moyen de toutes les sessions de formation du programme de formation doit avoir une valeur moyenne de la session de formation maximale de 40 €/ h / stagiaire.
Sur-plafonds	/
Modalités de versement (acomptes ?)	<p>L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,</li> <li>- soit les copies des factures acquittées et les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.</li> </ul> <p>Au maximum deux acomptes à concurrence de 80 % de l'aide publique pourront être versés à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement du projet sur présentation de factures acquittées.</p>
<b>Procédure</b>	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<p>La sélection se fait sur la base du programme de formation.</p> <p>Quelques indicateurs peuvent être pertinents : nombre de stagiaires / nombres de sessions de formation / nombre thématiques abordées / Nombre d'heures stagiaires total.</p> <p>La qualité du programme de formation peut être évaluée en fonction du panel plus ou moins large des thématiques abordées. Toutefois, une même thématique démultipliée montre également la réponse aux besoins sur le terrain.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	

Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	

PROJET DEFECTUEL